

RADIO VENCEREMOS

señal de libertad



SERVICE D'INFORMATION DE RADIO VENCEREMOS VOIX OFFICIELLE DU FMLN
SEMAINE DU 16 AU 22 OCTOBRE 1983

SITUATION MILITAIRE;

Depuis le début de la campagne militaire "Indépendance, liberté et démocratie pour le Salvador" il y a un mois et demi, le nombre de pertes subies par l'armée s'élève à plus de mille en comptant les morts, les blessés et les prisonniers.

D'autre part nous avons récupéré environ 300 armes de guerre et abattu 3 hélicoptères et 2 avions. Dans neuf des quatorze départements, le FMLN a livré plus de 40 combats et occupé 20 villes.

Le régime salvadorien et le gouvernement nord-américain avaient annoncé que l'armée avait récupéré l'initiative, nous avions alors expliqué que la baisse relative de l'activité du FMLN pendant les mois de Juillet et Août était dû à un repli volontaire dans le but de réorganiser nos forces et d'attribuer aux nouvelles unités de guérilla et aux milices, la grande quantité d'armement récupéré en un an.

La nouvelle campagne commencée début septembre vient confirmer nos affirmations sur une guerre que l'armée gouvernementale est en train de perdre, malgré toute l'aide que lui fournissent les Etats-Unis.

Le FMLN n'a jamais perdu l'initiative. Après une breve relâche, l'année est obligée à disperser ses forces et elle souffre des défaites sans pouvoir mettre ses plans militaires à exécution.

SAN SALVADOR;

Des fonctionnaires nord-américains et du gouvernement salvadorien ont rappelé que les escadrons de la mort agissent hors du contrôle et contre les ordres de la haute hiérarchie militaire appuyée et entraînée par Washington.

Le président de l'Assemblée Constituante salvadorienne, le major Roberto d'Aubuisson, que l'ex-ambassadeur nord-américain au Salvador, Robert White, avait qualifié "d'assassin pathologique et accusé d'être l'auteur intellectuel de l'assassinat de Monseigneur Oscar Arnulfo Romero en 1980", a admis devant la commission Kissinger que les escadrons de la mort proviennent des forces armées du Salvador.

D'après le journal nord-américain "The Washington Post" d'Aubuisson a fait cet aveu mercredi 12 Octobre, à San Salvador, lors d'une interview avec la commission Kissinger au cours de laquelle il a essayé de nier sa complicité avec ces groupes de criminels. Le journal ajoute que "bien que d'Aubuisson ait impliqué des officiers de moyen et bas niveau dans les assassinats politiques, il a désigné les chefs militaires comme responsables de ces faits".

Le journal consulta d'autres sources qui ont déclaré: "Il y en a d'autres, au Salvador qui ont fait la même chose; de fait il est difficile de rencontrer quelqu'un qui ne soit pas impliqué dans les assassinats politiques."

40 P. 13001

LE CONTROLE DE ROUTES. I

Cet article s'adresse à ceux qui ont entendu dire que le dialogue entre le FMLN et les gouvernements des Etats-Unis et Salvador a commencé, à ceux qui mesurent la guerre à partir du calme apparent qui règne à San Salvador, il leur suffit d'emprunter une route ne serait ce qu'à une demie heure de San Salvador, ou avant, et ils se heurteront rapidement au conflit.

Les routes offrent un spectacle qui se confond très facilement avec les images d'un film, mais les actions et les conséquences sont réelles. On y ressent la tension de la guerre et la présence imminente du combat; les hautes herbes envahissent les fossés, les poteaux électriques sont abattus de chaque côté, des épaves de voitures et de camions bordent les voies de communication du pays.

C'est toute une aventure que de voyager vers l'est, par exemple, normalement on y arrive par la route littorale, l'une des deux principales artères du pays qui mène à Usulután, la quatrième ville en importance du Salvador.

Dans les zones contrôlées par les militaires salvadoriens, qui sont de moins en moins nombreuses et de plus en plus isolées, les soldats sont tendus et préoccupés ils ne peuvent pratiquement pas se reposer car "les muchachos" font des incursions de façon permanente dans ces zones. Les effectifs de l'armée ne s'aventurent pas à marcher seuls sur les routes et encore moins sur les sentiers de campagne. Les embuscades, les harcèlements et l'attaque de positions deviennent une menace constante et réelle. Ils le savent pas expérience et cela ne les laisse pas dormir.

Pour arriver à la zone orientale, il faut passer par le pont d'Or ("de Oro"); avant d'arriver au pont, la dernière garnison se trouve dans la coopérative cotonnière. Dans cette caserne il y a des centaines de soldats qui doivent réaliser la difficile tâche de récupérer les positions perdues. Ceci quand les "muchachos" se sont retirés, renforcer d'autres unités et préserver les installations cotonnières. Quand ils se déplacent, ils risquent toujours de tomber dans une embuscade, de nombreux soldats sont déjà morts, peu importe la quantité d'effectifs et la qualité de l'armement dont ils disposent, les embuscades sont toujours possibles sur les routes, ils le savent et le reconnaissent. Lorsqu'ils apprennent que le canton voisin a été attaqué, l'appel au combat leur fait l'effet d'une douche froide.

A quelques kilomètres au sud-est de cette caserne, se trouve "el playon", un endroit désert, où il y avait auparavant une station d'essence, ici l'herbe pousse très haut, il y a des traces d'incendie sur l'asphalte et il n'y a plus un seul poteau. A cet endroit on y voit jamais un soldat car ils savent que ce territoire appartient aux "muchachos".

Au Playon, les barrages des guérilleros se transforment en meetings éclairs, en assemblées avec les passagers des bus, et spontanément quelqu'un fait la quête avec un chapeau de paysan. Au cours d'un de ces actes, on peut facilement apercevoir, au sud, l'antenne du poste de garde de la police "de hacienda" sur le pont, qui est pratiquement à découvert.

Après avoir passé le barrage guerrillero on arrive au pont, les soldats demandent aux gens s'ils ont vu les muchachos, ce n'est pas un interrogatoire policier, dans le but de savoir où ils se trouvent pour aller les chercher; c'est un interrogatoire qui traduit leur peur, ils veulent savoir s'ils sont là ou non pour se protéger. Un caporal de l'armée nous commentait: "qui va vouloir sortir, si ces morveux sont là-bas, qu'ils s'en aillent d'eux-mêmes, nous tirerons seulement quelques coups de mortier d'ici".

Il y en a d'autres, les jeunes sans expérience, qui se sont habitués au voisinage, ils n'ont pas encore goûté au feu et plaisaient sur cette proximité, cependant, ils ont face à eux le "pont d'Or", détruit en 1981, qui écroulé sur les eaux du rio Lempa ressemble à un monument au pouvoir du FMLN.

"Les muchachos" vont arriver, annonce le sergent aux nouveaux, on va voir si vous continuez à jouer les courageux quand ils commenceront à vous tirer du plomb..." il fait chaud, très chaud, il y a de la tension dans l'air, des "pupusas" de crevette et de poisson, et une question: sont-ils là? et la réponse est presque toujours la même: là-bas, au Playon, de ce côté.

En passant sur le pont de chemin de fer, qui remplace le "pont d'Or", on note un grand ralentissement de la circulation, les véhicules passent un par un. En sortant du pont, à quelques 700 mètres il y a une bifurcation que personne, sauf les "muchachos", n'ose emprunter, car on y retrouve les tranchées que les guerrilleros ont faites, au moment de la destruction du pont, pour arrêter les renforts de l'armée. En allant vers l'est il y a un bois et un petit pont où se trouve la police de hacienda détachée à Tierra Blanca. Un groupe d'agents pratiquement assiégés qui toutes les nuits, comme si c'était une obligation, sont harcelés par la guérilla. Très souvent ils sont expulsés, mais ils reviennent, puisque depuis la destruction du pont "El Coyolito", c'est la dernière position gouvernementale entre la rivière Lempa et Usulután.

Après Tierra Blanca, il y a une autre bifurcation, le chemin grimpe la montagne où est situé Berlín. San Agustín se trouve dans cette zone qui est sous contrôle du FMLN depuis Janvier 81. Les "muchachos" font un barrage, presque tous les jours, au niveau de cette bifurcation, ils discutent calmement avec les passagers bien que l'armée puisse les voir. "Ils ne se pointent pas ces "cons" là - dit un "compa"- ils n'osent s'approcher que lorsqu'ils sont très nombreux".

Au cours de ces derniers mois, la population a changé d'attitude envers les "compas", elle agit de façon beaucoup plus ouverte, et dans certains cas coopère franchement.

Par exemple, toujours dans le département d'Usulután, au cours d'un de ces barrages, les passagers dénoncèrent un paramilitaire qui était descendu 300 mètres avant, il portait une grenade et un pistolet, il réussit à s'enfuir dans l'une des voitures arrêtées et le chauffeur du bus se proposa pour le poursuivre en direction de Tierra Blanca, mais en vain car il ne réussit pas à l'atteindre.

Ceci est une démonstration de la confiance du peuple en la guérilla, maintenant lors des barrages de la guérilla, les passagers ne s'impatientent plus, on prend le temps de s'informer mutuellement.

(A suivre)

SITUATION ECONOMIQUE AU SALVADOR

Chômage: 25 %

Baisse des l'économie nationale en 4 ans: 25 %

Baisse du niveau de vie: 33 % depuis 1979

Déficit commercial: 188.000.000 \$ US.

Diminution des revenus du gouvernement: 3.200.000 \$ US.

Les Etats-Unis financent 25 % du budget salvadorien. La Corruption et la fuite de capitaux sont considérables.

Les 325.000.000. \$ US. d'aide militaire et économique des Etats-Unis attribuée en 83 servent à payer les institutions de crédit et le matériel acheté aux Etats-Unis.

L'aide économique s'élève à 244.000.000 de dollars mais 140.00.000 de cette aide parviennent au travers d'un "Fond de soutien économique" dont le but est de libérer des fonds pour l'achat d'armement. Si l'on ajoute à ces 140.000.000 les 81.500.000 d'aide militaire, on constate que le Salvador a reçu, au cours de l'année fiscale 1983, en réalité 221.500.000 \$ US. d'aide militaire.

On en déduit que seulement 9 % de l'aide nord-américaine sont utilisés pour répondre aux besoins de la population.

Ces informations ont été publiées par le Washington Post des 2,3,6, et 14 Octobre 1983.

SOLIDARITE

La ville californienne de Berkeley aux Etats Unis a décidé de nommer "Ville Soeur" (ciudad hermana), une localité du Salvador libérée par les guérilleros; le maire de Berkeley, Eugene Newport, a déclaré à Prensa Latine que cette décision a été accueillie favorablement par 105 000 habitants nord-américains. A la suite d'une demande d'aide de la part des autorités de San Antonio los Ranchos, dans le département de Chalatenango au Salvador, le conseil municipal a voté cette décision par 7 voix contre 2, le 19 Juillet passé.

Il a considéré cette décision comme une inversion par laquelle le peuple américain renforce sa lutte pour la défense des droits de l'homme. Il ajouta que les campagnes en cours ont permis de collecter des fonds pour les écoles et ont incité d'autres villes à organiser des actions similaires. Il a reçu des lettres de tout le pays, soutenant la décision d'envoyer des "frijoles et du maïs, au lieu des bombes et des armes destinées à détruire".

Il a fait remarquer que la ville voisine de San Francisco envisage une résolution demandant l'arrêt de toute aide nord-américaine au gouvernement salvadorien, cela fait partie de la participation croissante des villes contre la politique interventionniste de l'administration Reagan en Amérique Centrale.

*

Le discours de bienvenue du président mexicain Miguel de la Madrid, à son collègue Luis Alberto Monge président du Costa Rica, fut explicite, il condamna l'anachronique tendance impérialiste que prétend imposer son système injuste à des nations qui ont leur propre et particulière histoire.

C'est ce qu'a exorimé le sénateur Gonzalo Martínez Corbalá, qui ajouta que, lors de la visite du président du Costa Rica, de la Madrid a réaffirmé la nécessité de conserver la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale de l'Amérique Centrale.

Il a souligné que les commentaires de Monge, sur la révolution mexicaine, sont dignes d'éloges et il faut espérer qu'il comprendra aussi que les révolutions nicaraguayenne et salvadorienne résultent de leurs circonstances spécifiques, fondées sur l'injustice et la répression.

D'autre part il critiqua les affirmations du président de la commission bipartite nord-américaine pour l'Amérique Centrale, Henry Kissinger, qui manifesta que l'utilisation de la force n'était pas à écarter comme solution à la crise.

Le sénateur Martínez Corbalá ajouta: "les affirmations de Kissinger ne sont pas nouvelles et prouvent que l'ex-secrétaire d'Etat ne tient aucun compte de l'avis des autres et prétend imposer la manière forte pour résoudre un conflit d'origine sociale". Il faut rappeler à Kissinger le vieux proverbe mexicain qui dit que: "l'on ne peut pas éteindre le feu avec de l'essence".

CORRESPONDANCE

R. VENCEREMOS

52, rue de Crimée

75 019 Paris

(France)

tel.: (1) 245 43 26